
Ministère du Travail
Relations patronales-syndicales
Service d'information sur les négociations collectives

Revue des négociations collectives en Ontario

2006

ISSN: 1492-4358





Table des matières

2008-01913/

	Page
Avant-propos	3
Sommaire	4
I Règlements des négociations collectives, 2006	5
II Hausses salariales négociées en 2006	7
III Principaux règlements ratifiés en 2006	8
IV Arrêts de travail en Ontario	11
V Perspectives pour 2007	11
Tableaux	13 – 19
Tableau 1 Nombre de conventions collectives ratifiées en 2006 et employés couverts, par industrie	13
Tableau 2 Nombre de conventions collectives ratifiées en 2006 et employés couverts, par étape de règlement et secteur	14
Tableau 3 Nombre de conventions collectives ratifiées en 2006 et employés couverts, par durée de la convention et secteur	15
Tableau 4 Durée des négociations de conventions collectives couvrant au moins 200 employés en Ontario et ratifiées en 2006, par secteur	16
Tableau 5 Augmentations négociées pour les principales conventions collectives, comparativement à l'IPC du Canada et de l'Ontario, 1997 – 2006	16
Tableau 6 Augmentations moyennes annuelles des taux de salaire de base pour les conventions collectives couvrant au moins 200 employés en Ontario et ratifiées en 2006, par secteur	17
Tableau 7 Augmentations moyennes annuelles des taux de salaire de base pour les conventions collectives couvrant au moins 200 employés en Ontario et ratifiées en 2006, par industrie	18
Tableau 8 Arrêts de travail et jours-personnes perdus, par secteur, 1997 – 2006	19
Tableau 9 Arrêts de travail en Ontario, 1997 – 2006	19
Graphiques	5 – 12
Graphique 1 Indicateurs économiques choisis, 2001 – 2009	5
Graphique 2 Étapes de règlement par secteur, 2006	6
Graphique 3 Augmentations de salaire par secteurs public et privé, 1997 – 2006	7
Graphique 4 Répartition des augmentations par secteurs public et privé, 2006	8
Graphique 5 Arrêts de travail et pertes en jours-personnes, 1997 – 2006	12

Avant-Propos

La *Revue des négociations collectives en Ontario, 2006* donne un aperçu des activités de négociation collective en Ontario pour l'an 2006. L'information présentée dans le présent rapport provient des règlements des conventions collectives et des arrêts de travail communiqués au Service d'information sur les négociations collectives (SINC) lors de la publication du rapport. Les données font état des règlements visant exclusivement les employés de l'Ontario survenus tant dans les secteurs de compétence fédérale que dans ceux relevant de l'Ontario. Les données sur les arrêts de travail ne visent que les employés de l'Ontario.

Le rapport est divisé en cinq parties. La partie I fournit des données sur le nombre total de conventions ratifiées en 2006 par industrie et le nombre d'employés touchés. Elle contient aussi des renseignements sur les étapes de règlement, la durée des négociations, la durée des conventions collectives ainsi qu'un aperçu du climat économique qui a prévalu en 2006. La partie II contient des renseignements sur les règlements salariaux des conventions collectives dans le secteur public et dans le secteur privé touchant plus de 200 employés, y compris les hausses salariales négociées (actuelle et antérieures) par principales industries. La partie III présente un résumé des principaux règlements en 2006. La partie IV contient des données sur les arrêts de travail survenus en Ontario et la partie V fournit une perspective pour 2007.

Les calculs de la moyenne des règlements salariaux sont fondés sur les taux salariaux de base et sont pondérés en fonction du nombre d'employés de chaque unité de négociation. Une estimation des augmentations supplémentaires qui pourraient découler des dispositions concernant les indemnités de vie chère (IVC) est comprise dans le calcul de l'augmentation annuelle moyenne lorsque cela est nécessaire.

Le critère de sélection pour les principaux règlements comprend la taille de l'unité de négociation, des changements considérables sur le plan des salaires et les règlements d'intérêt public.

Les arrêts de travail qui figurent dans le rapport comprennent les grèves et les lock-outs qui ont duré au moins une demi-journée, qui ont touché au moins deux travailleurs syndiqués ou non syndiqués et qui ont entraîné la perte d'au moins dix jours-personnes.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le :

Service d'information sur les négociations collectives
Ministère du Travail de l'Ontario
400, avenue University, 8^e étage
Toronto (ON) M7A 1T7
Téléphone : 416-326-1260
Télécopieur : 416-326-1277
Courriel : ocbi@ontario.ca
Internet : <http://www.labour.gov.on.ca/french/lr>

This document is available in English

Sommaire

- D'après les données du Service d'information sur les négociations collectives, les activités de négociation collective en 2006 ont donné lieu à la ratification de plus de 2 000 conventions collectives, touchant environ 380 000 employés. Les activités de négociations collectives dans le secteur des services de santé et d'aide sociale ont représenté 35 % de toutes les conventions ratifiées en 2006, suivi du secteur de l'éducation et des services connexes (9 %), et celui du commerce de détail (5 %).
- Les négociations collectives se sont déroulées, en 2006, dans un contexte de ralentissement de la croissance économique. En Ontario, le produit intérieur brut (PIB) en dollars constants a augmenté de 1,4 % en 2006 par rapport à 2,8 % en 2005. L'affaiblissement du PIB traduit une hausse des prix du pétrole, un renforcement du dollar canadien, un fléchissement de la demande américaine de produits ontariens reliés aux secteurs de l'automobile et de la foresterie, ainsi qu'une restructuration de l'industrie automobile. Malgré ces difficultés, le taux de chômage de l'Ontario a été ramené en moyenne de 6,6 % en 2005 à 6,3 % en 2006. En Ontario, l'indice des prix à la consommation (IPC) a été en moyenne de 1,8 % en 2006, soit une baisse par rapport à 2005 (2,2 %).
- En 2006, plus de 97 % des conventions collectives ont été ratifiées sans un arrêt de travail. Comme pour les années antérieures, la majorité des conventions (95 %) ont été conclues soit par la négociation directe, soit avec l'aide d'un conciliateur ou d'un médiateur.
- Les règlements salariaux en 2006 ont représenté une augmentation de 2,5 %, soit une baisse par rapport au taux de 2,7 % en 2005. En 2006, l'augmentation de salaire annuelle dans le secteur public a été en moyenne de 3 %, en comparaison avec 1,7 % dans le secteur privé. Dans le secteur manufacturier, elle a été de 2,2 %, alors qu'elle s'est chiffrée à 2,5 % dans le secteur non manufacturier, et à 3,9 % dans le secteur de la construction.
- En 2006, 70 arrêts de travail ont été déclarés, touchant 30 240 employés soumis aux lois et règlements de l'Ontario. Les arrêts de travail ont représenté une perte de 394 600 jours-personnes, soit 0,03 % du temps de travail estimatif.
- L'activité de négociation collective en 2007 comprendra les négociations de conventions qui prendront fin en 2006, ainsi que les négociations non conclues en 2006. Des conventions visant un nombre important d'employés arriveront à échéance en 2007 dans les secteurs suivants : soins de santé, éducation, gouvernement fédéral, administration municipale, et construction. Mentionnons entre autres les négociations entamées en 2006 qui continuent avec le gouvernement fédéral et provincial, les conseils scolaires, les universités, les municipalités, les utilités, le transport urbain, les hôpitaux, les maisons de soins infirmiers et les foyers pour personnes âgées.
- En 2007, les négociations collectives devraient se situer dans une meilleure conjoncture. Selon les prévisions des analystes du secteur privé, l'économie ontarienne devrait s'améliorer à moyen terme, en raison d'une conjoncture mondiale plus favorable associée à la remontée de la demande américaine et au stimulus économique créé par le recul du dollar canadien et la baisse du prix du pétrole. Le Conference Board of Canada estime que les changements importants qui interviennent dans la main-d'œuvre canadienne entraînent une dynamique nouvelle dans les négociations collectives de 2007. Les priorités centrales du patronat seront d'améliorer la productivité et la flexibilité de la main-d'œuvre. Il semble même que certains employeurs seraient disposés à proposer la sécurité d'emploi. Pour les syndicats, les priorités dans les négociations seront déterminées par leurs effectifs vieillissants. Un des points de mire sera donc la sécurité d'emploi, des régimes d'avantages sociaux et des régimes de retraite à prestations déterminées.

Conventions collectives ratifiées en 2006

Nombre de conventions	2 262
Employés couverts	386 456

Augmentations salariales annuelles moyennes*

Toutes les conventions	2,5 %
Secteur public	3,0 %
Secteur privé	1,7 %

Principaux règlements salariaux dans le secteur industriel

Secteur manufacturier	2,2 %
Alimentation, boissons	2,5 %
Caoutchouc, plastiques	1,6 %
Bois	1,8 %
Première transformation des métaux	2,0 %
Métaux ouvrés	2,1 %
Machinerie	2,9 %
Matériel de transport	2,3 %
Produits électriques	4,1 %

Secteur non manufacturier

Mines, carrières	3,4 %
Transport	2,6 %
Communications	2,1 %
Électricité, gaz et eau	3,0 %
Commerce en gros	2,9 %
Commerce de détail	1,0 %
Immobilier, compagnies d'assurance	3,2 %
Éducation et services connexes	3,1 %
Services de santé et d'aide sociale	2,8 %
Services de loisirs	2,3 %
Services de gestion	1,6 %
Hébergement, services alimentaires	2,7 %
Gouvernement fédéral	2,9 %
Gouvernement provincial	3,1 %
Administration locale	3,0 %

Construction

* Pour les conventions touchant au moins 200 employés

Remarque : Les augmentations salariales tiennent compte des estimations d'indemnité de vie chère

I. RÈGLEMENTS DES NÉGOCIATIONS COLLECTIVES, 2006

Selon les données du Service d'information sur les négociations collectives (SINC), les activités de négociations collectives en 2006 se sont traduites par la ratification de 2 262 conventions touchant 386 456 employés. Ces conventions représentent près du quart des 9 617 conventions enregistrées au SINC et touchent environ 24 % de tous les employés dont les conditions de travail sont régies par une convention collective en Ontario.

De tous les règlements conclus en 2006, 51 % sont associés au secteur public et touchent 58 % de tous les employés. Par industrie, 79 % de toutes les conventions ratifiées se trouvaient dans le secteur non manufacturier et celui de la construction, touchant 85 % de tous les employés.

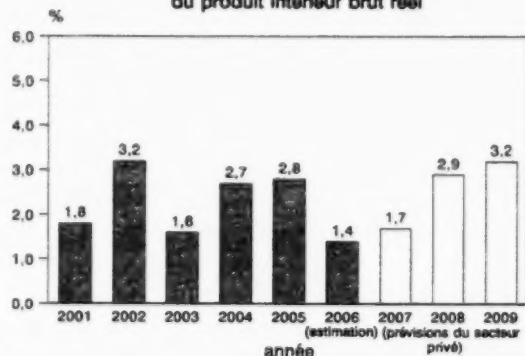
Des 2 262 conventions conclues, 2 097 (93 %) ont été des conventions de renouvellement, touchant 97 % de tous les employés, et 133 (6 %) étaient des premières conventions. Pour le reste, on a noté 32 (1 %) qui représentaient une prolongation d'une convention en vigueur.

Pour ce qui est du nombre d'employés touchés, les activités de négociation collective étaient concentrées dans les secteurs suivants : services de santé et d'aide sociale (84 074), éducation et services connexes (81 062), commerce de détail (54 280), gouvernement fédéral (17 472), administration locale (16 675), matériel de transport (16 136), et alimentation et boissons (10 705) (tableau 1).

Graphique 1 : Indicateurs économiques choisis, 2001- 2009

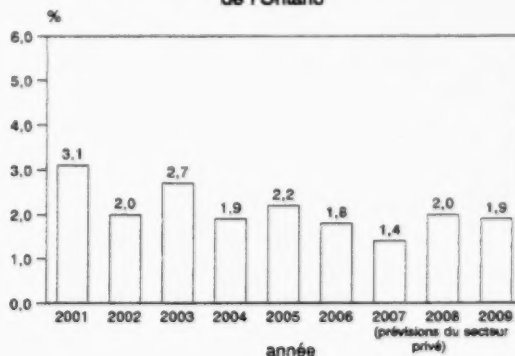
CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Croissance de l'Ontario selon la croissance du produit intérieur brut réel



Inflation

Indice des prix à la consommation de l'Ontario



Source : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario

Situation économique¹

Les négociations collectives se sont déroulées, en 2006, dans un contexte de ralentissement de la croissance économique. Selon la Mise à jour de la situation économique (mars 2007) effectuée par le ministère des Finances de l'Ontario, le produit intérieur brut (PIB) en dollars constants a augmenté de 1,4 % en 2006, par rapport à 2,8 % en 2005. L'affaiblissement du PIB traduit une hausse des prix du pétrole, un renforcement du dollar canadien, un fléchissement de la demande américaine de produits ontariens reliés aux secteurs de l'automobile et de la foresterie, ainsi qu'une restructuration de l'industrie automobile. Malgré ces difficultés, 95 000 emplois nets ont été créés en Ontario, soit une augmentation de 1,5 % par rapport à 2005. Le taux de chômage de l'Ontario a été ramené en moyenne de 6,6 % en 2005 à 6,3 % en 2006. En Ontario, l'indice des prix à la consommation (IPC) a été en moyenne de 1,8 % en 2006, soit une baisse par rapport à 2,2 % en 2005 (graphique 1).

Étape de règlement

Plus de 97 % des conventions négociées en 2006 (touchant environ 95 % des employés) ont été ratifiées sans un arrêt de travail. De toutes les conventions conclues, 58,3 % ont nécessité l'intervention d'un conciliateur ou d'un médiateur, 36,6 % ont été conclues par la négociation directe, et 2,7 % ont été réglées par arbitrage.

Dans le secteur public, 37,4 % des conventions ont été conclues par la négociation directe par rapport à 35,7 % des conventions dans le secteur privé. Le pourcentage de conventions conclues avec l'aide d'un conciliateur ou d'un médiateur a représenté 57,7 % des conventions dans le secteur public et 59 % des conventions dans le secteur privé. Dans le secteur public, 45 conventions (3,9 %) ont été réglées par arbitrage, par rapport à 17 conventions (1,5 %) dans le secteur privé (graphique 2 et tableau 2).

Durée des conventions

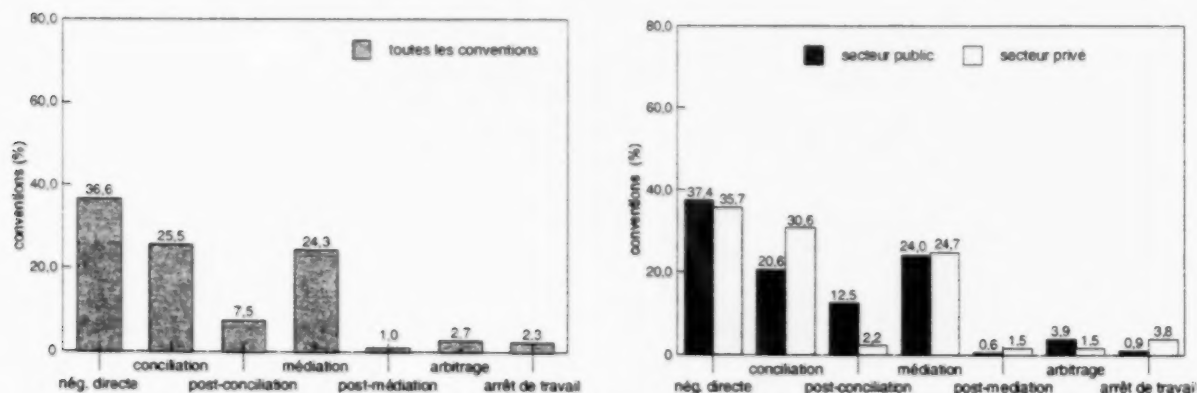
De toutes les conventions ratifiées en 2006, 61 % ont une durée de trois ans, 14 % une durée de deux ans et 17 % une durée supérieure à trois ans. La majorité des conventions dans le secteur privé (63 %) et dans le secteur public (60 %) sont d'une durée de trois ans. Les conventions d'une durée de trois ans étaient aussi négociées pour 63 % des conventions du secteur manufacturier, 60 % des conventions du secteur non manufacturier, et 65 % des conventions du secteur de la construction (tableau 3).

Durée des négociations

Les données sur la durée des négociations ne sont gardées que pour les conventions concernant au moins 200 employés. En 2006, 361 conventions touchant au moins 200 employés ont été ratifiées. Les négociations dans le secteur public ont

¹ Ministère des Finances de l'Ontario, Mise à jour de la situation économique de l'Ontario et Statistique Canada

Graphique 2 : Étape de règlement par secteur, 2006



Source : Service d'information sur les négociations collectives, ministère du Travail de l'Ontario

duré en moyenne 6,1 mois par rapport à 3,6 mois dans le secteur privé, et la durée moyenne des deux secteurs a été de 5,3 mois. Dans le secteur public, 48 % des négociations ont duré entre un et trois mois, comparativement à 66 % des conventions dans le secteur privé (tableau 4).

II HAUSSES SALARIALES NÉGOCIÉES EN 2006

Tendances

En 2006, 361 conventions touchant au moins 200 employés ont été ratifiées. Ces conventions, qui visent un total de 281 556 employés, se sont traduites par une augmentation de salaire annuelle moyenne de 2,5 %, soit une légère baisse comparé à 2,7 % en 2005. Dans le secteur public, l'augmentation annuelle moyenne en 2006 a été de 3 % (2,7 % en 2005), tandis que dans le secteur privé, elle est passée à 1,7 % en 2006 (2,4 % en 2005) (graphique 3 et tableau 5).

Répartition des augmentations

Dans l'ensemble, plus de 36 % des employés ont obtenu une augmentation de salaire annuelle moyenne allant de 3 % à 3,9 %, tandis que 34 % en ont obtenu une allant de 2 % à 2,9 %. Environ 49 % des employés du secteur public et 16 % des employés du secteur privé ont obtenu une augmentation se situant entre 3 % et 3,9 %, alors que 43 % des employés

du secteur public et 20 % des employés du secteur privé en ont obtenu une allant de 2 % à 2,9 %. Neuf conventions du secteur privé, représentant environ 4 % des employés, ainsi qu'une convention du secteur public, représentant 0,8 % des employés, ont donné lieu à aucune augmentation de salaire. Sept conventions du secteur privé représentant environ 33 % des employés ont obtenu une augmentation allant de 0,1 % à 0,9 % (graphique 4).

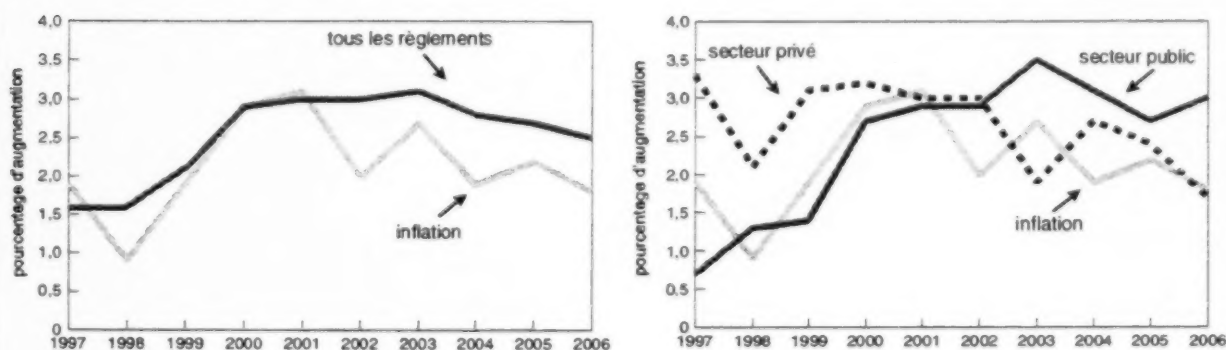
Règlements salariaux trimestriels

En 2006, les règlements salariaux dans l'ensemble ont varié de trimestre en trimestre, les moyennes se situant entre 2,6 % et 2,9 %, à l'exception de 1,7 % enregistré au quatrième trimestre. Dans les secteurs public et privé, les fluctuations trimestrielles ont été de 2,8 % à 3,3 % et de 1,2 % à 2,6 % respectivement (tableau 6).

Industrie

En 2006, l'augmentation de salaire annuelle moyenne a été de 2,5 % dans le secteur non manufacturier par rapport à 2,2 % dans le secteur manufacturier; dans le secteur de la construction, elle a été de 3,9 %. Dans le secteur non manufacturier, la hausse la plus élevée a été observée dans les secteurs suivants : autres services (4 %), mines et carrières (3,4 %), immobilier et compagnies d'assurance (3,2 %), et dans l'éducation et services connexes et le gouvernement provincial (3,1 %). La hausse la plus faible a été notée dans

Graphique 3 : Augmentations de salaire par secteurs public et privé, 1997 - 2006



Source : Service d'information sur les négociations collectives, ministère du Travail de l'Ontario

le secteur du commerce de détail (1 %), suivi du secteur de la foresterie (1,5 %), et des services de gestion (1,6 %). Dans le secteur manufacturier, les hausses de salaire annuelles moyennes se sont situées entre 4,1 % pour l'industrie des produits électriques et aucune augmentation pour l'industrie du papier.

Les 48 conventions comprenant une clause d'indemnité de vie chère (IVC) se sont traduites par une augmentation annuelle moyenne de 2,2 %, soit une baisse par rapport à 2,7 % en 2005. Par comparaison, les 313 conventions sans clause d'IVC ont été en moyenne de 2,6 %, soit une légère baisse par rapport à 2,7 % l'année précédente (tableau 7).

III PRINCIPAUX RÈGLEMENTS RATIFIÉS EN 2006

► Secteur manufacturier

Alimentation et boissons

Maple Lodge Farms Ltd. et l'Union internationale des travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce (TUAC) ont conclu une convention d'une durée de trois ans. La convention, qui touche 1 100 employés, prévoit une augmentation de salaire annuelle moyenne de 2 %.

Métaux de première fusion

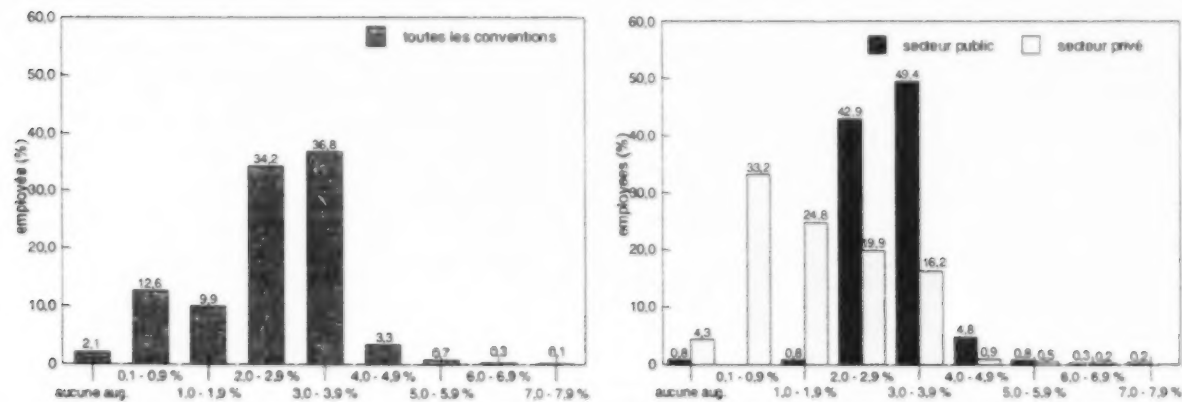
Hamilton Steel (anciennement Stelco Inc.) et le Syndicat international des travailleurs unis de la métallurgie, du papier et de la foresterie, du caoutchouc, de la fabrication, de l'énergie, des services et industries connexes (Métallurgistes unis) ont conclu une convention d'une durée de quatre ans. La convention, qui touche 2 400 employés, prévoit une augmentation de salaire annuelle moyenne de 1,8 %, y compris l'IVC.

Stelco Inc. (Lake Erie Steel Company Division) et 1 000 employés représentés par les Métallurgistes unis ont conclu une convention d'une durée de 60 mois. Celle-ci prévoit une augmentation de salaire annuelle moyenne de 1,4 %, déterminée d'après une IVC fixe et une IVC approximative, en plus d'un paiement forfaitaire de 3 000 \$.

Matériel de transport

Bombardier Inc. (division aérospatiale de Havilland) et le Syndicat national de l'automobile, de l'aérospatiale, du transport et des autres travailleurs et travailleuses du Canada (TCA), qui représente 2 350 employés d'usine et 400 employés de bureau, ont conclu deux conventions d'une durée de trois ans. Les conventions prévoient une augmentation de salaire annuelle moyenne de 3 %, qui comprend une IVC approximative.

Graphique 4 : Répartition des augmentations par secteurs public et privé, 2006



Source : Service d'information sur les négociations collectives, ministère du Travail de l'Ontario

National Steel Car Ltd. et les Métallurgistes unis (2 166 employés) ont conclu une convention d'une durée de trois ans, qui prévoit une augmentation de salaire annuelle moyenne de 2 %, comprenant une IVC approximative.

► Secteur non manufacturier

Mines et carrières

Inco Ltd. a conclu avec les Métallurgistes unis une convention d'une durée de trois ans, qui touche 3 132 employés. La convention prévoit une augmentation de salaire annuelle moyenne de 3,4 % (comprenant une IVC annuelle), ainsi qu'une prime de 4 000 \$ associée à la ratification de la convention collective.

Communications

La Société canadienne des postes (opérations postales) et l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints, qui représente 2 000 employés qui travaillent en Ontario, ont conclu une convention d'une durée de quatre ans. Celle-ci prévoit une augmentation de salaire annuelle moyenne de 2,5 %, dont une IVC calculée tous les trimestres et versée une fois par année.

Utilités

Ontario Power Generation Inc. et le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), qui représente 6 935 employés des groupes nucléaire et non nucléaire, ont conclu une convention d'une durée de trois ans. Celle-ci prévoit une augmentation de salaire annuelle moyenne de 3 % et une IVC qui entre en vigueur à la troisième année.

Commerce de détail

Les Supermarchés A&P Limitée et 10 663 employés des magasins des groupes 1 et 2, lesquels sont représentés par les TUAC, ont conclu une convention d'une durée de trois ans, qui prévoit une augmentation de salaire annuelle moyenne de 1,4 %. La société A&P a également conclu une convention d'une durée de trois ans avec les TCA, qui représentent 1 137 employés des Food Basic Corporate Stores. Leur convention prévoit une augmentation de salaire annuelle moyenne de 1,7 %.

Les Compagnies Loblaw's Limitée (supermarchés Loblaw's) et les TUAC, qui représentent 15 386 employés de la chaîne Real Canadian Superstores et 1 400 employés aux supermarchés Loblaw's d'Ottawa, ont conclu deux conventions d'une durée de quatre ans. Les conventions prévoient une augmentation de salaire annuelle moyenne de 0,9 % dans un cas et de 1 % dans l'autre. Les TUAC ont également conclu une convention avec la société Fortinos Supermarket Ltd. D'une durée de 56 mois et touchant 4 996 employés, la convention prévoit une augmentation de salaire annuelle moyenne de 0,8 %, ainsi que des paiements forfaitaires.

Zehrs Market Inc. (Zehrs Supermarket, Real Canadian Superstores, Great Canadian Food Stores) et les TUAC ont conclu deux conventions d'une durée de quatre ans. Les conventions, qui touchent 11 401 employés, prévoient une augmentation de salaire annuelle moyenne de 0,9 % (comprenant une IVC), ainsi que des paiements forfaitaires.

Éducation

L'Université Carleton et le SCFP (1 500 aides enseignants et 525 chargés de cours à temps partiel) ont conclu deux conventions d'une durée de deux ans. Une convention prévoit une augmentation de salaire annuelle moyenne de 4 % et l'autre, une augmentation de 6 %. L'Université Carleton a également conclu une convention d'une durée de trois ans avec la Carleton University Academic Staff Association. La convention touche 825 professeurs et bibliothécaires. Elle prévoit une augmentation de salaire annuelle moyenne de 5 %.

L'Université d'Ottawa et ses deux associations de professeurs ont conclu deux conventions d'une durée de quatre ans. Celles-ci touchent 1 160 professeurs à temps partiel (augmentation de salaire annuelle moyenne de 4,9 %) et 1 000 professeurs et bibliothécaires à temps plein (augmentation de salaire annuelle moyenne de 3,5 %, plus la réouverture des clauses salariales pendant la dernière année de la convention).

L'Université de Toronto a conclu quatre conventions avec le SCFP et une convention avec les Métallurgistes unis. Les conventions, qui touchent 6 357 employés, sont pour une période variant de 24 à 36 mois. Elles prévoient une augmentation de salaire annuelle moyenne de 3 %.

Une décision arbitrale a été rendue, après un arrêt de travail, pour le Conseil de la rémunération et des nominations dans les collèges et le Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario (SEPO). La décision prévoit une augmentation de salaire annuelle moyenne de 3,4 %, échelonnée sur quatre ans. Elle touche 8 748 enseignants.

En 2006, les conseils scolaires de district ont conclu 138 conventions touchant environ 48 132 enseignants suppléants et personnes affectées aux services de soutien. Les données sur les salaires existent pour 70 des 138 conventions. Ces 70 conventions touchent chacune au moins 200 employés. De celles-ci, 40 (21 975 personnes affectées aux services de soutien) prévoient une augmentation de salaire annuelle moyenne de 2,6 %. L'augmentation de salaire moyenne est de 3,2 % pour 21 517 enseignants suppléants touchés par 30 conventions. Dans l'ensemble, les 70 conventions touchent 43 492 employés et prévoient une augmentation de salaire annuelle moyenne de 2,9 %.

Services de santé et d'aide sociale

Dans le secteur des services de santé, des conventions négociées à une table centrale ont été conclues entre les hôpitaux participants et le SCFP (14 100 employés) et l'UIES (13 600 employés). Les deux conventions prévoient une augmentation de salaire annuelle moyenne de 2,8 %, échelonnée sur trois ans. Les hôpitaux participants et le SEPO ont conclu une convention négociée à une table centrale. Leur convention touche 6 600 employés et prévoit une augmentation de salaire annuelle moyenne de 3,1 %, échelonnée sur trois ans.

L'Ontario Nurses' Association (ONA) et les établissements participants ont conclu une convention négociée à une table centrale. La convention, qui touche 1 600 infirmiers autorisés et d'autres professionnels de la santé, prévoit une augmentation de salaire annuelle moyenne de 3,6 %.

Services de gestion

Group 4 Falck Canada Ltd. et les TUAC (3 000 employés) ont conclu une convention d'une durée de trois ans, qui prévoit une augmentation de salaire annuelle moyenne de 0,3 %.

Hébergement et services alimentaires

Cara Operations (div. Toronto Airport Services) a conclu une convention d'une durée de trois ans avec 1 138 employés représentés par les Teamsters. La convention prévoit une augmentation de salaire annuelle moyenne de 2 %.

Autres services

Maple Leaf Sports & Entertainment Ltd. et les Teamsters ont conclu une convention d'une durée de cinq ans. La convention touche 1 125 employés et prévoit une augmentation de salaire annuelle moyenne de 2,9 %.

Gouvernement fédéral

Le Conseil du Trésor du Canada a conclu six conventions importantes. L'Institut professionnel de la fonction publique du Canada (IPFPC) a conclu une convention d'une durée de deux ans. Celle-ci touche 1 089 employés qui travaillent en Ontario (architecture, génie et arpentage) et prévoit une augmentation de salaire annuelle moyenne de 2,5 %. Il a aussi conclu une convention d'une durée de trois ans, qui touche 6 491 employés qui travaillent en Ontario (informatique) et prévoit une augmentation de salaire annuelle moyenne de 3,1 %. L'Association canadienne des employés professionnels (ACEP) a conclu une convention d'une durée d'une d'année pour 4 800 employés (sciences économiques et sciences sociales), ainsi qu'une convention d'une durée de deux ans pour 460 personnes affectées aux services de traduction. Les deux conventions prévoient une augmentation de salaire annuelle moyenne de 2,5 %. Une convention d'une durée de huit ans a été conclue pour 1 480 agents des services correctionnels qui travaillent en Ontario (augmentation de salaire annuelle moyenne de 4,7 %). Enfin, l'Association des gestionnaires financiers de la fonction publique (1 472 employés qui travaillent en Ontario) a conclu une convention d'une durée de trois ans, qui prévoit une augmentation de salaire annuelle moyenne de 2,4 %.

Gouvernement provincial

Le gouvernement de l'Ontario et la Police provinciale de l'Ontario (OPP) ont conclu deux conventions d'une durée de trois ans, qui touchent 5 400 employés en uniforme et 2 300 employés civils. L'augmentation de salaire annuelle

la moyenne est de 3,1 %. La Société d'évaluation foncière des municipalités et le SEFPO ont conclu une convention d'une durée de quatre ans. Les 1 350 employés visés par la convention ont obtenu une augmentation de salaire annuelle moyenne de 2,9 %.

Administration locale

La Commission des services policiers d'Ottawa et l'Association des policiers d'Ottawa ont conclu deux conventions d'une durée de 24 mois. Les conventions touchent 1 161 employés en uniforme et 470 employés civils. L'augmentation de salaire annuelle moyenne est de 3,4 %.

La York Regional Police Services Board a conclu des conventions d'une durée de trois ans, qui touchent 1 229 employés en uniforme et 422 employés civils. L'augmentation de salaire annuelle moyenne est de 3,1 %.

Une décision arbitrale a été rendue pour la Ville d'Ottawa et le SCFP. Elle touche 6 000 employés (personnel ambulancier, personnel travaillant à l'intérieur et personnel travaillant à l'extérieur). L'augmentation de salaire annuelle moyenne est de 3 %, échelonnée sur deux ans.

IV ARRÊTS DE TRAVAIL EN ONTARIO

En 2006, 70 arrêts de travail ont été déclarés en Ontario, soit une baisse par rapport à 76 arrêts en 2005. En ce qui concerne le nombre d'employés, les arrêts de travail en 2006 ont touché 30 240 employés, en hausse par rapport à 12 239 employés en 2005. Cependant, en ce qui concerne la perte du nombre de jours-personnes, les arrêts de travail ont occasionné la perte de 394 600 jours-personnes, soit une baisse par rapport à 2005 (403 210).

Les secteurs public et privé ont observé un déclin dans le nombre d'arrêts de travail en 2006. Dans le secteur public, 17 arrêts ont été déclarés, soit une baisse par rapport à 18 en 2005. Dans le secteur privé, 53 arrêts ont été déclarés par rapport à 58 en 2005. Le nombre de jours-personnes perdus a diminué considérablement dans le secteur privé : 323 410 jours-personnes perdus en 2005 par rapport à 210 430 jours-personnes perdus en 2006. Par contre, le nombre de jours-personnes perdus dans le secteur public a augmenté : 184 170 jours-personnes perdus en 2006 par rapport à 79 800 jours-personnes perdus en 2005 (graphique 5 et tableau 8).

En 2006, les arrêts de travail dans le secteur non manufacturier ont représenté 64 % des jours-personnes perdus. Le nombre de jours-personnes perdus en 2006 a représenté 0,03 % du temps de travail estimatif (tableau 9).

V PERSPECTIVES POUR 2007

La croissance de l'Ontario a repris au quatrième trimestre de 2006, et on prévoit qu'elle s'amplifiera au cours de 2007 puisque la demande augmentera aux États-Unis et que la valeur moindre du dollar canadien ainsi que la baisse des prix du pétrole stimuleront l'activité économique. La croissance devrait se faire plus vigoureuse à moyen terme, en raison d'une conjoncture internationale plus favorable. Les analystes du secteur privé prévoient maintenant que le prix du pétrole sera plus bas au cours des trois prochaines années qu'il l'a été en 2006. Cela est une bonne chose pour l'économie ontarienne, puisque la baisse du prix du pétrole allège les dépenses des entreprises et laisse au consommateur un revenu disponible accru pour l'achat de biens et de services. Par rapport à 2006, le dollar canadien devrait perdre un peu de sa valeur au cours des trois prochaines années, ce qui aplanira certaines des difficultés sur lesquelles ont buté les entreprises ontariennes axées sur l'exportation. Selon l'enquête que le ministère des Finances a réalisée auprès des prévisionnistes du secteur privé², le produit intérieur brut (PIB) en dollars constants est appelé à croître, en Ontario, de 1,7 % en 2007, de 2,9 % en 2008 et de 3,2 % en 2009 (graphique 1).

Les prévisionnistes du secteur privé estiment que le taux d'inflation en Ontario, déterminé d'après d'indice des prix à la consommation (IPC), devrait être ramené à 1,4 % en 2007, ce qui traduit la baisse des prix de l'énergie, l'incidence de la réduction de la TPS (1 %) et le ralentissement progressif des coûts liés au remplacement d'une maison. Lorsque la réduction de la TPS, qui est entrée en vigueur en 2006, ne pourra plus influencer sur le changement des prix sur un an et que les prix de l'énergie se seront stabilisés, il est prévu que le taux d'inflation sera en moyenne de 2 % en 2008 et de 1,9 % en 2009.

En 2007, les activités de négociation collective impliqueront les négociations de plus de 2 378 conventions ainsi que les négociations non conclues en 2006.

² Ministère des Finances de l'Ontario, *Mise à jour de la situation économique de l'Ontario* et Statistique Canada

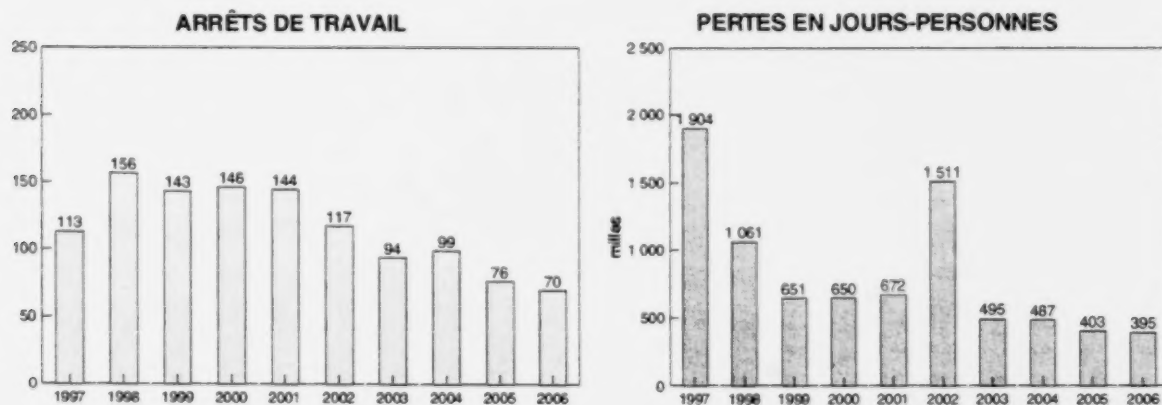
Mentionnons entre autres les négociations importantes déjà entamées en 2006 qui continuent avec le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement fédéral, les conseils scolaires, les universités, les municipalités, les utilités, les hôpitaux, les maisons de soins infirmiers et les foyers pour personnes âgées.

Les conventions collectives qui expireront en 2007, touchent environ 489 633 employés. Ces conventions représentent 25 % des 9 617 conventions que nous avons dans nos dossiers. Elles se rapportent à 30 % des 1 642 344 employés touchés. Le secteur privé représentera 59 % de toutes les conventions qui prendront fin en 2007 (57 % de la main-d'œuvre); le secteur public représentera 41 % de toutes les conventions qui prendront fin en 2007 (43 % de la main-d'œuvre). Dans le secteur public, les conventions touchant un grand nombre d'employés seront concentrées dans les secteurs des services de soins de santé, de l'éducation, et de l'administration municipale et fédérale. L'activité de négociation collective dans le secteur privé sera concentrée dans les secteurs de l'alimentation et boissons, des métaux de première fusion, du commerce de détail, et de la

construction (Maple Leaf Foods, Aciers Algoma, Cami Automotive, construction ICI et non ICI).

Le Conference Board of Canada estime que les changements importants qui interviennent dans la main-d'œuvre du Canada entraîneront une dynamique nouvelle dans les négociations collectives de 2007. Dans le contexte d'une main-d'œuvre vieillissante et de la pénurie de main-d'œuvre qui est prévue, les employeurs se feront concurrence pour embaucher et garder du personnel qualifié, et les syndicats vont lutter pour maintenir leurs effectifs. La croissance économique du Canada étant censée se poursuivre, la situation des négociations restera stable; il est prévu que l'augmentation de salaire de la main-d'œuvre syndiquée se situera à 3 % en 2007. Les priorités centrales du patronat seront d'améliorer la productivité et la flexibilité de la main-d'œuvre. Certains employeurs seraient même disposés à offrir la sécurité d'emploi. Pour les syndicats, les priorités dans les négociations seront déterminées par leurs effectifs vieillissants et pour cette raison, elles seront centrées sur la sécurité d'emploi, les régimes d'avantages sociaux et les régimes de retraite à prestations déterminées. ■

Graphique 5 : Arrêts de travail et pertes en jours-personnes, 1997 – 2006



Source : Service d'information sur les négociations collectives, ministère du Travail de l'Ontario

Tableau 1 : Nombre de conventions collectives ratifiées en 2006 et employés couverts, par industrie

	Conventions		Employés couverts	
	<i>nombre</i>	<i>%</i>	<i>nombre</i>	<i>%</i>
Toutes les industries	2 262	100,0	386 456	100,0
Manufacturier	485	21,4	59 543	15,4
Alimentation, boissons	71	3,1	10 705	2,8
Tabac	1	0,0	12	0,0
Caoutchouc, plastiques	39	1,7	4 092	1,1
Textile	13	0,6	1 220	0,3
Vêtement	5	0,2	203	0,1
Bois	13	0,6	2 187	0,6
Meubles, accessoires	12	0,5	995	0,3
Papier	19	0,8	2 418	0,6
Imprimerie et édition	43	1,9	1 727	0,4
Première transformation des métaux	29	1,3	6 503	1,7
Métaux ouvrés	88	3,9	6 498	1,7
Machinerie	22	1,0	1 803	0,5
Matériel de transport	48	2,1	16 136	4,2
Produits électriques	17	0,8	2 108	0,5
Minéraux non métalliques	25	1,1	732	0,2
Pétrole, charbon	3	0,1	69	0,0
Produits chimiques	29	1,3	1 454	0,4
Autre	8	0,4	681	0,2
Non-manufacturing	1 731	76,5	325 018	84,1
Foresterie	4	0,2	840	0,2
Mines, carrières	13	0,6	4 105	1,1
Transport	60	2,7	7 391	1,9
Entreposage	12	0,5	750	0,2
Communications	8	0,4	2 490	0,6
Électricité, gaz, eau	64	2,8	9 948	2,6
Commerce en gros	59	2,6	2 524	0,7
Commerce de détail	103	4,6	54 280	14,0
Finance	9	0,4	1 153	0,3
Immobilier, compagnies d'assurance	27	1,2	2 281	0,6
Éducation, services connexes	208	9,2	81 062	21,0
Services de santé et d'aide sociale	794	35,1	84 074	21,8
Services de loisir	23	1,0	8 551	2,2
Services de gestion	31	1,4	8 401	2,2
Services personnels	7	0,3	603	0,2
Hébergement, services alimentaires	71	3,1	7 927	2,1
Autres services	127	5,6	4 093	1,1
Gouvernement fédéral	16	0,7	17 472	4,5
Gouvernement provincial	7	0,3	10 398	2,7
Administration locale	88	3,9	16 675	4,3
Construction	46	2,0	1 895	0,5

**Tableau 2 : Nombre de conventions collectives ratifiées en 2006 et employés couverts,
par étape de règlement et secteur**

	Toutes les conventions		Secteur public		Secteur privé	
	<i>conv.</i>	<i>empl.</i>	<i>conv.</i>	<i>empl.</i>	<i>conv.</i>	<i>empl.</i>
TOUTES LES CONVENTIONS	2 262	386 456	1 159	224 774	1 103	161 682
Négociation directe	828	104 768	434	71 252	394	33 516
Conciliation	577	74 442	239	42 177	338	32 265
Négociation post-conciliation	169	18 706	145	16 442	24	2 264
Médiation	550	145 819	278	67 173	272	78 646
Négociation post-médiation	23	6 625	7	2 744	16	3 881
Arbitrage	62	15 060	45	13 327	17	1 733
Arrêt de travail	53	21 036	11	11 659	42	9 377

Tableau 3 : Nombre de conventions collectives ratifiées en 2006 et employés couverts, par durée de la convention et secteur

	Toutes les conventions		Secteur public		Secteur privé	
	<i>conv.</i>	<i>empls.</i>	<i>conv.</i>	<i>empls.</i>	<i>conv.</i>	<i>empls.</i>
TOTAL	2 262	386 456	1 159	224 774	1 103	161 682
Moins de 12 mois	7	817	1	57	6	760
12 mois	104	10 642	40	7 299	64	3 343
13 à 18 mois	11	1 331	5	913	6	418
19 à 23 mois	9	633	3	251	6	382
24 mois	309	44 087	212	37 664	97	6 423
25 à 35 mois	61	4 300	31	2 445	30	1 855
36 mois	1 382	204 210	692	117 072	690	87 138
Plus de 36 mois	379	120 436	175	59 073	204	61 363
	Manufacturier		Non manufacturier		Construction	
	<i>conv</i>	<i>empls</i>	<i>conv</i>	<i>empls</i>	<i>conv</i>	<i>empls</i>
TOTAL	485	59 543	1 731	325 018	46	1 895
Moins de 12 mois	3	410	3	372	1	35
12 mois	25	1 688	76	8 938	3	16
13 à 18 mois	3	138	8	1 193	.	.
19 à 23 mois	4	182	5	451	.	.
24 mois	41	3 328	264	40 666	4	93
25 à 35 mois	9	817	49	3 409	3	74
36 mois	306	41 886	1 046	160 939	30	1 385
Plus de 36 mois	94	11 094	280	109 050	5	292

Tableau 4 : Durée des négociations de conventions collectives couvrant au moins 200 employés en Ontario et ratifiées en 2006, par secteur

	Total		Secteur public		Secteur privé	
	<i>conv.</i>	<i>empls.</i>	<i>conv.</i>	<i>empls.</i>	<i>conv.</i>	<i>empls.</i>
TOTAL	361	281 556	236	174 494	125	107 062
1 – 3 mois	196	127 253	114	73 789	82	53 464
4 – 6 mois	72	69 389	46	25 225	26	44 164
7 – 9 mois	40	28 082	27	20 662	13	7 420
10 – 12 mois	21	14 598	19	13 981	2	617
13 mois et plus	32	42 234	30	40 837	2	1 397

Durée moyenne des négociations

	<i>mois</i>
TOTAL	5,3
Secteur public	6,1
Secteur privé	3,6

Tableau 5 : Augmentations négociées pour les principales conventions collectives comparativement à l'IPC du Canada et de l'Ontario, 1997 – 2006

ANNÉE	Salaires négociés (augmentation annuelle moyenne en pourcentage)			IPC (augmentation annuelle en pourcentage)	
	Tous les secteurs	Public	Privé	Canada	Ontario
1997	1,6	0,7	3,3	1,6	1,5
1998	1,6	1,3	2,1	1,6	1,9
1999	2,1	1,4	3,1	0,9	0,9
2000	2,9	2,7	3,2	1,7	1,9
2001	3,0	2,9	3,0	2,7	2,9
2002	3,0	2,9	3,0	2,6	3,1
2003	3,1	3,5	1,9	2,2	2,0
2004	2,8	3,1	2,6	2,8	2,7
2005	2,7	2,7	2,4	1,9	1,9
2006	2,5	3,0	1,7	2,0	1,8

**Tableau 6 : Augmentations moyennes annuelles des taux de salaire de base
pour les conventions collectives couvrant au moins 200 employés en Ontario
et ratifiées en 2006, par secteur**

	Toutes les conventions	Secteur public	Secteur privé
	%	%	%
TOTAL 2006	2,5	3,0	1,7
Premier trimestre 2006	2,6	2,9	1,8
Deuxième trimestre 2006	2,9	3,1	2,4
Troisième trimestre 2006	2,8	2,8	2,6
Quatrième trimestre 2006	1,7	3,3	1,2

	Manufacturier	Non manufacturier	Construction
	%	%	%
TOTAL 2006	2,2	2,5	3,9
Premier trimestre 2006	2,2	2,7	.
Deuxième trimestre 2006	2,3	3,0	3,9
Troisième trimestre 2006	2,4	2,8	.
Quatrième trimestre 2006	1,9	1,7	.

Tableau 7 : Augmentations moyennes annuelles des taux de salaire de base pour les conventions collectives couvrant au moins 200 employés en Ontario et ratifiées en 2006, par industrie

	Toutes les conventions			Conventions avec prime de vie chère			Conventions sans prime de vie chère		
	conv.	empls.	%	conv.	empls.	%	conv.	empls.	%
Toutes les industries	361	281 556	2,5	48	55 498	2,2	313	226 058	2,6
Secteur manufacturier	68	33 944	2,2	19	13 052	2,2	49	20 892	2,3
Alimentation, boissons	13	6 197	2,5	1	540	3,0	12	5 657	2,4
Caoutchouc, plastiques	5	1 807	1,6	.	.	.	5	1 807	1,6
Textile	1	255	2,3	.	.	.	1	255	2,3
Bois	3	1 508	1,8	.	.	.	3	1 508	1,8
Meubles, accessoires	1	200	2,7	.	.	.	1	200	2,7
Papier	1	649	0,0	.	.	.	1	649	0,0
Première transformation des métaux	7	4 927	2,0	4	3 952	1,7	3	975	3,0
Métaux ouvrés	7	2 201	2,1	3	722	1,6	4	1 479	2,3
Machinerie	3	1 019	2,9	.	.	.	3	1 019	2,9
Matériel de transport	22	13 893	2,3	10	7 511	2,3	12	6 382	2,3
Produits électriques	3	791	4,1	1	327	5,4	2	464	3,2
Autre	2	497	3,0	.	.	.	2	497	3,0
Non manufacturier	292	247 112	2,5	29	42 446	2,3	263	204 666	2,6
Foresterie	1	540	1,5	.	.	.	1	540	1,5
Mines, carrières	3	3 725	3,4	1	3 132	3,4	2	593	3,1
Transport	10	3 195	2,6	1	287	3,0	9	2 908	2,6
Entreposage	2	445	2,4	.	.	.	2	445	2,4
Communications	2	2 322	2,1	1	2 000	2,5	1	322	0,0
Électricité, gaz, eau	5	7 845	3,0	3	7 165	3,0	2	680	3,0
Commerce en gros	2	515	2,9	.	.	.	2	515	2,9
Commerce de détail	15	49 973	1,0	3	12 501	0,8	12	37 472	1,1
Finance, sociétés d'assurance	1	772	2,6	.	.	.	1	772	2,6
Immobilier, compagnies d'assurance	3	1 871	3,2	.	.	.	3	1 871	3,2
Éducation, services connexes	94	74 243	3,1	20	17 361	2,8	74	56 882	3,2
Services de santé et d'aide sociale	101	46 207	2,8	.	.	.	101	46 207	2,8
Services de loisir	4	2 995	2,3	.	.	.	4	2 995	2,3
Services de gestion	9	6 607	1,6	.	.	.	9	6 607	1,6
Services personnels	1	350	2,5	.	.	.	1	350	2,5
Hébergement, services alimentaires	10	4 416	2,7	.	.	.	10	4 416	2,7
Autres services	1	400	4,0	.	.	.	1	400	4,0
Gouvernement fédéral	7	16 605	2,9	.	.	.	7	16 605	2,9
Gouvernement provincial	6	10 375	3,1	.	.	.	6	10 375	3,1
Administration locale	15	13 711	3,0	.	.	.	15	13 711	3,0
Construction	1	500	3,9	.	.	.	1	500	3,9

Tableau 8 : Arrêts de travail et jours-personnes perdus, par secteur, 1997 – 2006

Année	Total			Secteur public			Secteur privé			Industries variées**		
	nombre	nombre d'empl.	nombre personnes perdus	nombre	nombre d'empl.	nombre personnes perdus	nombre	nombre d'empl.	nombre personnes perdus	nombre	nombre d'empl.	nombre personnes perdus
1997	113	176 029	1 904 210	24	133 312	1 368 320	88	17 717	510 890	1	25 000	25 000
1998	156	69 411	1 060 990	53	35 011	300 220	101	25 400	751 770	2	9 000	9 000
1999	143	44 980	651 100	48	27 994	218 330	95	16 986	432 770	-	-	-
2000	146	55 267	649 730	36	29 108	243 560	110	26 159	406 170	-	-	-
2001	144	34 652	671 990	43	21 534	381 710	101	13 118	290 280	-	-	-
2002	117	66 572	1 510 580	31	54 626	1 255 520	86	11 946	255 060	-	-	-
2003	94	23 807	494 880	17	9 915	66 650	77	13 892	428 230	-	-	-
2004	99	20 952	486 840	26	2 117	59 900	73	18 835	426 940	-	-	-
2005	76	12 239	403 210	18	3 486	79 800	58	8 753	323 410	-	-	-
2006*	70	30 420	394 600	17	20 400	184 170	53	9 840	210 430	-	-	-

* préliminaire

** Débrayages d'une journée survenant à divers endroits et auxquels participent des travailleurs de diverses industries

Tableau 9 : Arrêts de travail en Ontario, 1997 – 2006

Année	Nombre d'arrêts de travail	Nombre d'employés touchés	Nombre moyen d'employés par arrêt de travail	Nombre de jours-personnes perdus	Nombre de jours-personnes perdus par employé touché	Durée moyenne des arrêts de travail (jours de grève)	Jours-personnes perdus en % du temps de travail estimé
1997	113	176 029	1 558	1 904 210	10,8	50	0,16
1998	156	69 411	445	1 060 990	15,3	38	0,09
1999	143	44 980	315	651 100	14,5	39	0,05
2000	146	55 267	379	649 730	11,8	39	0,05
2001	144	34 652	241	671 990	19,4	35	0,05
2002	117	66 572	569	1 510 580	22,7	40	0,11
2003	94	23 807	253	494 880	20,8	38	0,04
2004	99	20 952	212	486 840	23,2	37	0,03
2005	76	12 239	161	403 210	32,9	45	0,03
2006*	70	30 240	432	394 600	13,0	48	0,03

* préliminaire

